



Le C.A.P. Saint-Barnabé inc.

Carrefour d'Alimentation et de Partage St-Barnabé inc
1475, Bennett; Montréal, Québec; H1V 2S5
Téléphone : 514-251-2081 Télécopieur : 514-251-0577 Courriel : capsaintbarnabe@videotron.ca

Le Carrefour d'Alimentation et de Partage St-Barnabé (Cap St-Barnabé), à l'instar du Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec, souhaite ardemment que notre Gouvernement se dote d'une Politique en Itinérance. Ces consultations particulières et les auditions publiques qui se déroulent sur la réalité de l'itinérance au Québec sont essentielles et nous apprécions l'occasion qui nous est donnée de pouvoir apporter notre opinion sur cette situation.

QUI SOMMES-NOUS ?

Notre organisme qui a pour mission de *mener une action concertée pour améliorer la santé de la population d'Hochelaga-Maisonneuve et d'intervenir sur certains facteurs qui appauvrissent une partie importante des citoyens et citoyennes du milieu, entre autres par le biais de l'alimentation*, est situé dans la partie sud-est du quartier Hochelaga-Maisonneuve, à Montréal. Notre fondation remonte à 1991. Nous sommes bien enracinés dans ce quartier et au fil des jours et des années nous avons su nous laisser interpeller par l'évolution des besoins exprimés par nos membres et par les personnes qui fréquentent nos services.

Nous participons à divers regroupements afin d'intervenir de façon concertée tant avec notre milieu qu'avec des instances régionales ou nationales. Nous sommes conscients que si nous désirons obtenir une portée à notre action, nous devons coordonner nos actions avec d'autres ressources. Nous collaborons avec notre table de quartier afin d'harmoniser nos actions avec celles d'acteurs locaux et pour agir en complémentarité avec d'autres ressources. Notre implication au sein du CDLC (Conseil pour le développement local et communautaire) Hochelaga-Maisonneuve facilite l'atteinte de cet objectif.

Notre membership atteint au-delà de 850 membres depuis plusieurs années. Nous accueillons près de deux cents personnes par jour. Une équipe permanente de huit personnes salariées à laquelle se joignent six personnes en complémentarité de services nous permet d'offrir une présence sur la plage horaire suivante : de 9h à midi et de 13h à 21h du lundi au vendredi. Nous devons ajouter à cette équipe la collaboration d'une centaine de bénévoles actifs.

Nous intervenons principalement en alimentation, mais nos services d'accueil sont très populaires. Notre service de dépannage alimentaire rejoint la population la plus marginalisée du quartier. Nous aidons directement près de 3 500 ménages par année pour un total de 5 700 personnes et plus de 30 000 repas sont préparés. Des repas cuisinés sur place sont offerts ainsi que du lait, des œufs, du pain et du dessert. De plus, près de 12 000 collations sont servies annuellement pour les personnes qui ne sont pas éligibles au dépannage alimentaire.

Nous portons aussi le souci de mobiliser les personnes pour susciter leur participation à des actions collectives ainsi qu'à des ateliers de conscientisation. Notre philosophie d'intervention vise à responsabiliser les personnes que nous accompagnons tout en leur fournissant les outils nécessaires pour atteindre cet objectif.

L'ITINÉRANCE DANS HOHELAGA-MAISONNEUVE

Cette situation sociale constitue un phénomène qui a pris de l'ampleur dans notre quartier. Elle a été précédée notamment par le grand mouvement de désinstitutionnalisation. En effet, la proximité avec l'hôpital Louis-H Lafontaine, a facilité l'implantation des personnes fragilisées dans notre quartier. Des familles d'accueil ainsi que des résidences se sont développées tout en offrant des services de valeur inégale aux personnes ayant des problèmes psychiatriques. Parmi ces hommes et ces femmes, plusieurs se sont retrouvées dans les rues, sans soutien réel de la part de leurs locateurs. Elles ont représenté des proies faciles pour certains individus mercantiles et assoiffés de faire rapidement de l'argent et sans se salir les mains. La drogue et la prostitution sont devenues pour des personnes fragilisées des moyens d'obtenir de l'attention et de devenir QUELQU'UN.

Les services institutionnels ont offert du soutien à un certain nombre d'entre elles. Les autres ont dû, apprendre à se débrouiller pour le gîte, pour la nourriture, pour les activités sociales et pour toutes ces petites actions qui font partie du quotidien. Quelques-uns y parviennent tant bien que mal, d'autres n'y arrivent toujours pas. Nous les retrouvons dans nos ressources et dans la rue.

Durant la saison estivale, les personnes itinérantes qui éalisaient domicile au centre-ville ont été l'objet d'une opération de répression. Un nettoyage s'est effectué dans ce quartier et les victimes se sont retournées vers les quartiers limitrophes dont nous sommes. Ces hommes surtout, et quelques femmes se sont déplacés vers Hochelaga-Maisonneuve. Nous les avons croisées dans nos parcs, sur les trottoirs, dans les ruelles, sous les galeries pour s'abriter et devant des commerces pour quêter. Notre organisme communautaire n'a pas été épargné. Chez nous ces personnes ont trouvé un lieu pour s'asseoir, pour prendre un café chaud, pour s'alimenter, pour se laver le visage, les mains, et parfois les pieds... puis pour socialiser.

QUEL EST LE PROFIL DES ITINÉRANTS RENCONTRÉS ?

Notre pratique nous permet d'affirmer que ce sont majoritairement des hommes qui se font remarquer dans les rues de notre quartier. Par contre, nous sommes également en mesure de prétendre que pour nous, la réalité de l'itinérance s'illustre de diverses façons. En voici trois expressions avec lesquelles nous sommes familiers : les personnes sans résidence, celles qui changent régulièrement de domicile et les autres qui ont un toit pour dormir et recevoir leur chèque mais qui errent pour se nourrir.

Nous sommes de plus en plus confrontés à la situation des personnes qui arrivent dans nos locaux à 9h le matin pour en repartir à la fermeture le soir à 21h. Elles déposent leur sac à dos à l'extérieur devant la fenêtre, afin de surveiller leurs biens et passent la journée à la salle d'accueil. Ces hommes surtout, sont donc dans la rue, sans domicile. Souvent ils ont besoin de vêtements car ils sont dépourvus à ce niveau.

L'autre réalité, présente depuis plusieurs années, mais de façon plus aigüe depuis les quatre ou cinq dernières, est constituée de personnes qui n'ont pas les moyens de payer leur logement. Elle est

mées elle est surtout formée de chambreurs. Majoritairement composée d'hommes, de tous les âges. Comme ils doivent apprendre à transiger avec plusieurs irritants, ils se déplacent d'une maison de chambres à l'autre, sans trouver celle qui leur convient vraiment...

Finalement, il y a ce groupe d'individus qui se prête aux contraintes d'une chambre (proximité, voisins dérangeants, bruit, manque d'intimité, souvent insalubrité,...) et qui vivent l'itinérance pour se nourrir. Ils vont d'une ressource à l'autre dans l'espoir de se nourrir au moins une fois par jour. Cette catégorie constitue la plus impressionnante en terme de nombre et regroupe autant des hommes que des femmes et parfois des familles.

QUELQUES UNES DES CAUSES

Voici quelques données sur le quartier Hochelaga-Maisonneuve, et en particulier le secteur dont nous nous préoccupons de façon plus particulière. Nous comptons 46% de personnes seules contre 39% pour la ville de Montréal. Chez nous, 31.5% des résidents sont sans diplôme, alors que le pourcentage est de 22.8% pour la ville de Montréal. Nous dénombrons 45.1% de personnes à faible revenu contre 31.2% pour la ville de Montréal. Le revenu moyen des ménages est de 23 201\$ dans notre secteur et 30 117\$ dans la ville de Montréal.

Depuis un certain nombre d'années nous vivons dans notre quartier, le phénomène de l'embourgeoisement (gentrification). Cette vaste opération de revitalisation a eu pour effet d'améliorer certaines maisons qui représentent une valeur immobilière rentable. Des spéculateurs ont fait l'acquisition de belles bâtisses, les ont restaurées et ont chassé des locataires de longue date pour les remplacer par de nouveaux venus capables de payer davantage pour se loger. Des populations se sont vues délogées de leur milieu d'origine et acculées à déménager. Il y a quinze ou vingt ans, le taux de renouvellement des locataires était relativement stable. Les gens déménageaient dans le quartier. Ce n'est plus le cas. Actuellement, ils le quittent, à la recherche de loyers moins dispendieux. Le coût des logements constitue un handicap majeur pour la qualité de vie des personnes en situation de pauvreté.

La pauvreté devient un facteur prépondérant pour forcer les personnes plus vulnérables à tout quitter pour vivre au hasard des offres et des opportunités. Comme les personnes seules sont surtout des hommes, qu'ils sont souvent sans attaches familiales, ils renoncent plus facilement à toute forme de confort et de sécurité. Personne ne peut vivre avec la base de la prestation à l'aide sociale qui ne tient nullement compte de l'augmentation du coût de la vie.

La sous scolarisation constitue un frein majeur pour accéder à l'emploi et à un revenu décent. Dans le quartier, 28% des personnes ont un niveau inférieur à la 9^e année et n'ont pas un diplôme d'études secondaires. Nous comptons également un nombre important d'analphabètes et un fort taux de décrochage scolaire. L'enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais nous indique que notre territoire est à haut risque avec proportion d'enfants vulnérables de 42.3%. Les enfants vulnérables sont ceux qui décrochent plus facilement. Le décrochage scolaire est ce qui constitue un premier pas vers le décrochage social. Ce fait constitue un défi de taille pour notre organisme et pour notre milieu.

Cet écrit ne se veut pas une étude exhaustive sur les causes de l'itinérance dans notre milieu mais les quelques éléments qui précèdent nous permettent de saisir globalement les enjeux qui influencent notre pratique et notre intervention.

QUELQUES IMPACTS

➤ **L'absence de logements à prix abordables et bien entretenus**

Cette pénurie de logements salubres, surtout des chambres, le prix excessif de ceux qui sont offerts, forcent les gens à abandonner leur toit et à errer d'une chambre à l'autre. Plusieurs ont des dettes envers l'Hydro Québec et le service de téléphonie, donc ont une mauvaise réputation quand ils s'adressent à ces compagnies. Leur réputation est détruite, ils n'ont « plus de nom ». Cette situation les isole de leur famille et de leurs connaissances et représente une source importante de stress et d'angoisse ayant un impact dévastateur sur leur santé mentale

➤ **L'isolement et le rejet**

La solitude devient le lot des personnes pauvres. Elles vivent la honte et se cachent de leurs enfants. Elles n'osent plus se montrer sous ce jour qui les désavantage. Très souvent leurs proches leur font sentir le déshonneur qu'elles font retomber sur leur famille. On ne les invite plus pour les rencontres familiales et pour les événements spéciaux. On les rejette odieusement. Elles ressentent l'échec qu'est leur vie et n'ont parfois plus le courage de se relever.

➤ **La faim**

Le budget de ces personnes ne leur permet pas de s'alimenter adéquatement. La quête de nourriture devient le but de leur journée, leur travail quotidien. Trouver des ressources en alimentation qui leur offriront un bon repas par jour, devient une obsession. Comme elles parviennent à peine à se loger, elles ne peuvent se payer les transports en commun. Elles marchent. Leurs pieds constituent leur véhicule de prédilection. Quelques-uns possèdent un vélo. Ils l'utilisent largement lors des périodes plus clémentes de l'année. Ces hommes et ces femmes sont en mode de survie.

➤ **La maladie : physique et mentale**

Pour ces personnes la maladie fait partie de leur lot quotidien. Leur mode de vie crée des carences tant au niveau de la santé physique que de la santé mentale. La plupart des personnes que nous côtoyons ont des problèmes majeurs de santé : cholestérol, hypertension, diabète, maladies cardiaques, embonpoint... Plusieurs ont des rapports difficiles avec les services sociaux et de santé. Certains vont même jusqu'à éviter de consulter sauf en cas d'extrême urgence. D'ailleurs, il n'est pas rare de rencontrer des personnes au CAP qui n'ont pas de carte d'assurance maladie, ce qui constitue en soi une barrière à l'accès aux soins. Certains sont très méfiants (souvent nourris par de mauvaises expériences passées) et évitent de consulter les services de santé. Plusieurs entretiennent des rapports difficiles avec les services sociaux et de santé et nous font part de leurs difficultés

(difficultés de communiquer avec les professionnels (ne se sent pas écouté, se sent incompris mais aussi ne comprennent pas tout le temps les indications données par le professionnel), manque de suivis dans leurs soins, se sent jugés, ...)

Comme il devient de plus en plus difficile de trouver un médecin de famille, se soigner devient un véritable casse-tête. Souvent les médecins disponibles signent des prescriptions qui ont pour effet d'atténuer la douleur sans toutefois enrayer les problèmes. Plusieurs ont recours au marché clandestin. C'est alors que toutes sortes de pilules sont vendues et achetées sans trop connaître la provenance, ni les effets sur la santé. Plusieurs personnes gèlent leurs douleurs tant physiques que psychologiques. Quelques personnes ont un suivi psychiatrique et sont fortement médicamentées. Là encore, le pouvoir sur leur vie leur échappe. D'autres refusent la médication et développent des comportements inappropriés pour une vie en société.

Le pouvoir sur leur vie leur échappe.

Pour se nourrir, elles dépendent des banques alimentaires...elles sont à la merci de la capacité de dons que ces dernières reçoivent. Pour socialiser, elles dépendent des horaires des ressources d'accueil et de la capacité des intervenants à entrer en contact avec elles.... On leur refuse l'accès à des logements car leur réputation les précède.

➤ **Les problèmes connexes : prostitution et toxicomanies**

Ce qui précède trace un portrait très réaliste de l'évolution des personnes qui vivent une certaine déchéance humaine. C'est très lourd de se regarder quand on n'apprécie pas ce que nous sommes devenus, quand on sent les regards réprobateurs se tourner vers nous. C'est alors que plusieurs personnes développent des problèmes de dépendances tant à l'alcool, au jeu, qu'aux drogues. Nous avons été témoins du processus de détérioration de personnes suite aux nombreuses pertes qu'elles ont vécues. La fuite devenait un mécanisme de survie pour elles. Geler ses émotions, geler ses pensées, geler ses espoirs, geler tout ce qui peut l'être, devient le lot de plusieurs personnes que nous accueillons. Jusqu'où iront-elles ?

➤ **La rue**

La rue : voilà la seule issue envisageable pour plusieurs des personnes que nous rencontrons. La rue représente l'absence d'obligations, l'absence de règlements, o'absence de contraintes. Il suffit de trouver un gîte pour sans-abri quand il fait trop froid, d'identifier une ressource pour manger quotidiennement et de passer d'un lieu à l'autre sans se soucier des autres et de son apparence.

C'est alors que l'individualisme s'installe. C'est la loi du chacun pour soi, du plus fort. C'est le mode « survie » qui s'installe. Il y a des valeurs différentes dans la rue. Mais un des nombreux défis qui se présentent à nous consiste à permettre la cohabitation des gens de la rue avec les autres personnes.

NOTRE ACTION

Que faisons-nous pour faciliter l'intégration sociale des personnes vulnérables et aussi pour prévenir la détérioration des personnes à risque de devenir itinérants ?

Notre organisme accueille quotidiennement près de deux cents personnes à sa salle d'accueil

Trois semaines sur quatre durant le mois, nous offrons des collations à 16h et à 19h, pour permettre aux personnes de ne pas avoir le ventre vide avant de terminer leur journée.

Nous offrons le service du dépannage alimentaire cinq jours par semaine.

Notre service d'accueil est sans contredit le plus important. C'est là que nous prenons contact avec les personnes, qu'un dialogue s'établit avec ceux et celles qui sont plus fragiles et vulnérables. C'est également par ce service que nous pouvons intervenir sur la prévention à l'itinérance, par la référence et par une écoute de qualité. Car plusieurs appétits sont à combler chez ceux et celles qui nous entourent. Dans ce sens, plusieurs sortes de nourritures doivent être offertes.

Nous travaillons également sur le plan de la réinsertion sociale en offrant la possibilité aux personnes de s'impliquer dans des comités de travail, tels que le comité d'action citoyenne, comité du bulletin de liaison, le comité femmes, de vivre des expériences de travail bénévoles, ou de simplement participer aux activités sociales et éducatives organisées dans notre salle d'accueil, toutes des occasions permettant de reprendre pouvoir sur sa vie de façon individuelle et collective.

RECOMMANDATIONS

▪ LA PRÉVENTION

La prévention passe par l'adoption de politiques favorisant l'accès à un revenu adéquat pour les personnes en situation de pauvreté. Pour certains, le revenu passe par des gains de travail souvent inadéquats, mais pour d'autres il passe par la perception d'une prestation sociale qui ne couvre pas les besoins essentiels des personnes. La prévention passe également par le réseau d'intervention adapté.

▪ LE SOUTIEN À L'INTERVENTION

Les lieux d'accueil et de soutien aux individus sont insuffisants. On retrouve une concentration des ressources pour personnes itinérantes au centre-ville (refuge, services particuliers au CLSC centre-ville...). Les organismes communautaires dans notre quartier se sont vus dans l'obligation d'accueillir des hommes et des femmes de plus en plus hypothéqués et malmenés par la vie. Aucun soutien ne leur a été fourni pour absorber ces situations.

En plus des ressources / services d'urgence, qui sont de nature ponctuelle et à court terme, nous devons développer des services à long terme visant la réinsertion sociale (l'insertion au travail, particulièrement pour les personnes qui sont éloignées du marché de l'emploi depuis longtemps doit être améliorée mais aussi nous devons nous soucier des personnes qui sont inaptes au travail et développer le volet de réinsertion sociale)

Les ressources humaines apprennent sur le tas. Nos budgets ne sont pas suffisants pour procéder à l'embauche de personnel plus qualifié ou pour payer des formations adaptées aux employés déjà en place. Les partenariats avec des ressources institutionnelles ne sont pas faciles à créer, mais combien essentiels!

Ces trois aspects du soutien à l'intervention sont inter reliés et indispensables pour mieux répondre aux besoins des personnes itinérantes ou en voie de le devenir.

▪ **LE FINANCEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES**

Maintenir une ressource de qualité requiert un budget approprié. La plupart des organismes ont absorbé les impacts de la désinstitutionnalisation et de l'alourdissement des problématiques vécues par les hommes et les femmes qui utilisent leurs services et l'augmentation du niveau d'achalandage sans voir leurs budgets adaptés à cet état de fait. Il y a des **limites à absorber les problèmes dans un milieu qui est aussi fragile que la population qu'il accueille.**

▪ **L'ACCÈS À LA NOURRITURE**

Les gens ont faim avons-nous dit précédemment. Nous vivons une crise mondiale de l'alimentation. Comment pourrons-nous répondre aux cris de la faim de ceux et celles que nous rencontrons quotidiennement quand les dons en denrées sont de plus en plus rares, que la cause que nous desservons est impopulaire, que les budgets sont de plus en plus restreints et les effectifs insuffisants ? Nous avons besoin d'être appuyés par nos gouvernements pour relever ces nombreux défis sur le plan de l'alimentation. Il ne faut jamais oublier que « ventre affamé n'a pas d'oreille ». C'est toujours les groupes de proximité qui subissent les colères et les réactions négatives des populations laissées pour compte. **Nous sommes en première ligne et nous nous sentons bien seuls et non écoutés, comme les gens que nous accueillons.**

▪ **L'ACCÈS AU GITE**

Les lieux d'hébergement pour les personnes sans abris sont insuffisants. Il devient de plus en plus difficile de trouver un lit à une personne dans la rue. Nos élus doivent prévoir davantage de résidences pour abriter ceux et celles qui se retrouvent dans la rue. À long terme nous paierons très cher, comme société, surtout au niveau de la santé, les conséquences des absences d'investissement pour accueillir les personnes dans la rue ou en voie de le devenir.

CONCLUSION

Nous sommes conscients que tout ne peut se régler du jour au lendemain. Nous sommes partagés entre l'espoir et le scepticisme face aux impacts de cette consultation. Nous aimerions que notre gouvernement soit pro actif et non répressif dans les solutions qu'il acceptera peut-être de mettre en place suite à ces consultations. Il est certain que nous saurons agir positivement pour collaborer aux pistes d'action qui pourront résulter de ce processus citoyen et qui ne heurtent pas nos valeurs.